

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE  
DÉPARTEMENT DE MAYOTTE

CONSEIL DEPARTEMENTAL

Commission Permanente du mercredi 10 juillet 2024

Membres en exercice : 26  
Présents : 19  
Procuration(s) : 6  
Absent(s) : 1  
Nombres de votants : 25  
Votes pour : 25  
Vote(s) contre : 0  
Abstention(s) : 0  
Date de la convocation : vendredi 28 juin 2024

DELIBERATION N°DL\_CP2024\_0130

Relative à l'attribution d'une subvention à l'Association Mayotte In Tech pour la mise en œuvre de son plan d'actions 2024 et de ses projets SAETECH

L'an deux mille vingt-quatre, le dix juillet, à 09h00, le Conseil Départemental de Mayotte s'est réuni en Commission Permanente, en application de l'article L. 3121-19 du code général des collectivités territoriales, sur convocation et sous la présidence de Monsieur Ben Issa OUSSENI, Président du Conseil départemental de Mayotte.

Cette séance s'est tenue à l'hémicycle Younoussa BAMANA.

**Conseillers départementaux présents :**

Monsieur Ben Issa OUSSENI, Monsieur Soibahadine NDAKA, Monsieur Ali OMAR, Madame Bibi CHANFI, Monsieur Madi Moussa VELOU, Monsieur Soula SAID SOUFFOU, Madame Rosette VITTA, Monsieur Alain SARMENT, Madame Zamimou AHAMADI, Madame Echati ISSA, Monsieur El Anrif HASSANI, Madame Farianti MDALLAH, Monsieur Elyassir MANROUFOU, Monsieur Nadjayedine SIDI, Monsieur Abdoul KAMARDINE, Monsieur Saindou ATTOUMANI, Madame Soihirat EL HADAD, Madame Hélène POLLOZEC, Madame Zaounaki SAINDOU

**Conseillers départementaux représentés :**

Madame Mariam SAID KALAME donne pouvoir à Monsieur Soula SAID SOUFFOU, Madame Zouhourya MOUAYAD BEN donne pouvoir à Monsieur Abdoul KAMARDINE, Monsieur Daoud SAINDOU MALIDE donne pouvoir à Madame Echati ISSA, Madame Nadjima SAID donne pouvoir à Madame Rosette VITTA, Madame Laini ABDALLAH BOINA donne pouvoir à Monsieur Elyassir MANROUFOU, Monsieur Daniel ZAIDANI donne pouvoir à Monsieur Ben Issa OUSSENI

**Conseillère départementale absente :**

Madame Maymounati MOUSSAAHAMADI

**Secrétaire de séance désignée :**

Madame Hélène POLLOZEC

**Le Président constate que le quorum est atteint,**

- Vu le code général des collectivités territoriales ;
- Vu la délibération n°DL\_AP2021\_00197 du 1er juillet 2021 relative à l'élection de M. Ben Issa OUSSENI en qualité de Président du Conseil département de Mayotte ;
- Vu la délibération n° DL\_AP2021\_0203 du 1er juillet 2021 relative aux délégations d'attribution du Conseil départemental données à sa Commission Permanente ;
- Vu la délibération N°DL\_AP2024\_0019 du 9 avril 2024 relative au budget primitif 2024 du Conseil départemental de Mayotte ;
- Vu la délibération n°2020.00033 en date du 03 mars 2020 ;
- Vu la convention n° 07/DDEI/2020/CD du 18 mai 2020 ;
- Vu le rapport n°2024-02126 de Monsieur le Président du Conseil départemental de Mayotte ;
- Vu l'avis de la Commission du développement économique et coopération décentralisée du 04 juillet 2024.

Après en avoir délibéré, à l'unanimité des présents et des représentés,

Le Conseil Départemental,

**DECIDE**

**Article 1 :** d'attribuer à l'Association Mayotte In Tech une subvention d'un montant de **200.000.00** euros pour financer son programme comme suit :

Domaine d'intervention	Montant
financer le développement des activités du Cluster numérique de Mayotte	100 000
réalisation du projet SAETECH 2023 cofinancé par les fonds européens	40 000
réalisation du projet SAETECH 2024 cofinancé par les fonds européens	40 000
l'équipement des nouveaux locaux de la structure,	20 000
Total subvention	200 000

**Article 2 :** d'imputer ces dépenses sur le budget de 2024 du Département selon la répartition suivante :

- Chapitre 65 pour un montant de **180 000 €**
- Chapitre 204 pour un montant de **20 000 €**

**Article 3 :** d'autoriser le Président du Conseil départemental à signer la convention déterminant les modalités d'attribution de cette subvention et tout avenant dans la mesure où les modifications ne remettent pas en cause ni l'objet, ni le montant globale de la subvention ;

**Article 4 :** qu'en application des dispositions de l'article R.421-1 et suivants du code de justice administrative, cette délibération peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Mamoudzou dans les deux mois qui suivent sa publication « et affichage » et sa transmission au représentant de l'État dans le département.

**Pour extrait certifié conforme  
Le Président du Conseil départemental**

**Ben Issa OUSSENI**





Direction Générale des Services  
Direction Générale Adjointe  
Pôle Développement Economique  
et Innovation  
Direction du Développement  
Economique et de l'Innovation

## CONVENTION n° /DDEI/CD du / /2024

**Relative à l'attribution d'une subvention à l'Association Mayotte In Tech pour la mise en œuvre de son plan d'actions 2023 et 2024 et de son projet SAETECH**

Entre :

Le Département de Mayotte dont le siège est situé au 8 boulevard Halidi Sélémani-  
BP 101 97645 Mamoudzou Cedex représenté par Monsieur Ben Issa OUSSENI,  
Président du Conseil départemental de Mayotte  
D'une part,

Et

Mayotte In Tech  
Place mariage, Maison de l'entreprise  
97 600 Mamoudzou  
représentée par son président Monsieur .  
D'autre part,

### **Il est convenu et arrêté ce qui suit :**

#### **PRÉAMBULE**

Dans le cadre de sa politique d'aide au développement économique, et conformément à la délibération n°2019-00047 du 21 février 2019 relative à l'adoption du Guide d'attribution des subventions, le Conseil départemental de Mayotte a décidé d'accentuer son intervention économique territoriale, aussi bien directement qu'indirectement, en mettant en place un nouveau dispositif d'aides au développement des investissements, compétences et qualifications (ADICQ).

- Aussi, par délibération n°DL\_CP2024\_ en date du..... relative à l'attribution d'une subvention à l'Association Mayotte In Tech pour la mise en œuvre de son plan d'actions 2023 et 2024 et de son projet SAETECH, le Conseil départemental de Mayotte a accordé une subvention de 200 000 €uros à l'Association Mayotte In Tech.

## Article 1 : Objet de la convention

La présente convention a pour objet d'attribuer, à l'Association Mayotte In Tech, une subvention d'un montant total de 200 000 €uros (deux cent mille €uros) pour la mise en œuvre de son plan d'actions 2023 et 2024 et de son projet SAETECH, en assurant les missions suivantes (détail ci-dessous) :

actions	Participation du Département en €uros
<b>Réalisation du projet SAETECH 2023 cofinancé par les fonds européens :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Matinales d'informations avec nos différents partenaires</li> <li>• Ateliers de sensibilisation et d'accompagnement à la digitalisation des TPE et PME à Mayotte</li> <li>• Séminaire sur la cybersécurité et l'intelligence artificielle à Mayotte</li> <li>• Séminaire sur la cybersécurité et l'intelligence artificielle à Madagascar</li> <li>• Edition locale de 24h by Webcup 2023 à Mayotte</li> <li>• Finale internationale 2023 de la Webcup à Madagascar</li> </ul>	40 000
<b>Réalisation du projet SAETEH 2024 cofinancé par les fonds européens :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Matinales d'informations thématiques sur les sujets d'actualité relatif au numérique</li> <li>• Ateliers sensibilisation et accompagnement à la digitalisation des TPE et PME à Mayotte</li> <li>• Déploiement des ateliers à Madagascar selon la convention signée en 2023 avec le MNDPT</li> <li>• Séminaires sur la cybersécurité à Mayotte</li> <li>• Séminaire sur l'intelligence artificielle à Mayotte</li> <li>• Finale régionale 2024 des 24h by Webcup aux comores/Madagascar (pour une continuité de nos actions. Cf.convention signée avec le MNDPT)</li> <li>• Startup Weekend Mayotte</li> <li>• Incubation en Afrique de l'Est (Nairobi ou Kigali) pour les 3 startups au concours innovation Outremer à Paris</li> <li>• Participation avec 3 startups de la Tech au salon VivaTech à Paris en 2025</li> <li>• Participation avec 3 startups à Africa Summit en 2025</li> </ul>	40 000
<b>Equipement des nouveaux locaux de la structure :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Réseaux et câblage</li> <li>• Connexion haut débit</li> <li>• Satellite starlink</li> <li>• Electricité</li> <li>• Peinture</li> <li>• Achat de mobilier de bureaux</li> <li>• Equipement de la salle de Réunion, visioconférence, Vidéoprojecteur</li> </ul>	20 000



**Développement des activités du Cluster numérique de Mayotte : ce sont des charges liées au fonctionnement et aux différentes représentations au sein des instances locales, régionales et nationales :**

• Salaire de la directrice	60 000€
• Participation aux Outremer French Tech Days	25 000€
• Participation de Mayotte à Africa Startup Ecosystème Builders Summit et Awards au Ghana	15 000€

**TOTAL**

**200 000**

## Article 2 : Financement des actions

Le coût total des projets est de 954 922.54 euros dont 932 622.54€ pour le fonctionnement et 22 300€ correspondant à l'investissement.

Le plan de financement de l'opération envisagée est prévu comme suit :

**Pour le fonctionnement : 932 622.54€**

- Conseil départemental 180 000 euros soit 19%
- Fonds interreg 631 102.39 euros soit 68%
- Préfecture 35 000 euros soit 4%
- Communes et interco 43 000 euros soit 4%
- Organismes sociaux et autres 43 520.15 euros soit 5%

**Pour l'investissement : 22 300€**

- Conseil Départemental 20 000€
- Autres 300€

## Article 3 : Règles et modalités de versement

En contrepartie de la réalisation des actions visées à l'article 1 de la présente convention, le Département de Mayotte s'engage à verser une subvention d'un montant total de 200 000€uros.

**a) Pour l'équipement des nouveaux locaux de la structure :**

L'imputation de la subvention sera effectuée sur le chapitre 204 du budget 2024 du Conseil départemental de Mayotte

**b) Pour le Développement des activités du cluster numérique de Mayotte, la Réalisation du projet SAETEH 2024 et la réalisation du projet SAETECH 2023 :**

L'imputation des dépenses sera imputée sur le chapitre 65 du budget 2024.

Les versements de la subvention s'effectueront sur le compte de l'entreprise ouvert à la banque BFCOI sous la référence FR76 1871 9000 9100 9160 6350 091 s'effectue de la manière suivante :

**Pour la subvention d'investissement :**

- un premier versement à la signature représentant 80% de la subvention soit 16 000 €
- un deuxième versement correspondant au solde de 4 000€ interviendra après la transmission des factures correspondant à 100% du coût total de

l'investissement.  
**Pour la subvention de fonctionnement :**

- un premier versement à la signature représentant 80% de la subvention soit 144 000€
- un deuxième versement correspondant au solde de 36 000 euros interviendra après la transmission des pièces justificatives listées à l'article 4 de la présente convention. Le montant final du reliquat de la subvention à verser par le département au bénéficiaire sera établi au prorata des dépenses justifiées.

Le comptable assignataire chargé du paiement de cette aide est le Payeur Départemental de Mayotte, BP 848 – 97600 Mamoudzou.

#### **Article 4 : Engagements du Bénéficiaire**

En contrepartie, Mayotte In Tech s'engage à :

- réaliser les actions précitées à l'article 1 de la présente convention, dans le respect de la répartition du budget par poste d'investissement,
- Fournir le bilan analytique par action
- Fournir un compte rendu financier accompagné des justificatifs de réalisation, de toutes les factures acquittées.
- le rapport d'activité
- Tout autre document (photo, vidéo, coupure de presse, feuille d'émargement etc.) au cours de la période conventionnelle attestant de la réalisation des actions.
- présenter au Conseil Départemental les justificatifs et factures relatifs à l'utilisation de l'aide accordée au titre de la présente convention et avant la date d'expiration de cette convention;
- accueillir des stagiaires écoles ou autres ;
- Après l'obtention du solde de la subvention, l'entreprise s'engage à fournir à la Direction du développement économique pendant les quatre exercices, les documents comptables obligatoires ainsi que l'état du personnel.
- Informer le CDM dans les meilleurs délais en cas d'ouverture d'une procédure collective de l'entreprise.

#### **Article 5 : Délais de réalisation**

La réalisation de l'action précitée à l'article 1 court dès la signature de la convention et doit être achevée au plus tard le 31 décembre 2025.

#### **Article 6 : Communication**

L'association s'engage à :

- mentionner sur l'ensemble de ses supports de communication le soutien apporté par le Conseil départemental de Mayotte, et en particulier y faire clairement figurer la signalétique du Conseil départemental, en respectant la charte graphique du logotype.
- fournir au format numérique au Conseil départemental, les supports de communication utilisés durant cette action.
- associer le Conseil départemental aux éventuelles conférences de presse ou réceptions ; celles-ci pouvant être organisées en relation avec le Conseil départemental.



## Article 7: Modification du programme et du statut

### • Modification du programme

Toutes les modifications financières ou matérielles du programme doivent être notifiées par écrit au conseil Départemental de Mayotte qui précisera sa position le cas échéant. Elles ne peuvent en aucun cas se traduire par une révision à la hausse du montant de la subvention accordée et la nature de l'action subventionnée.

### • Modification du statut juridique

Toute modification du statut juridique de la structure doit être notifiée au Conseil Départemental à travers le portail dédié [www.cd976.fr](http://www.cd976.fr). Ces modifications ne doivent pas compromettre la réalisation de l'action programmée.

## Article 8 : Evaluation

Dans le but d'évaluer l'impact des financements de l'action réalisée, l'organisme devra fournir au Conseil Départemental une fiche d'évaluation permettant d'apprécier si les objectifs de l'action ont été atteints.

Jusqu'au règlement final de la convention, le bénéficiaire s'engage par ailleurs à produire à l'exécutif du département les évaluations que celle-ci lui demandera sur l'état d'avancement du programme.

L'évaluation porte notamment sur la conformité des résultats à l'objet mentionné à l'article 1.

Le Conseil Départemental procèdera, conjointement avec la structure, à l'évaluation des conditions de réalisation de l'action à laquelle il a apporté son concours sur un plan quantitatif et qualitatif.

L'évaluation porte notamment sur la conformité des résultats à l'objet mentionné à l'article 1.

## Article 9 : Obligations comptables

La structure s'engage à :

- Adopter un cadre budgétaire et comptable conforme au plan comptable général, (ou au plan comptable défini pour les associations) ;
- A recourir aux services d'un cabinet d'expert-comptable et d'un commissaire aux comptes à partir de 153 000 euros de subventions publiques annuelles cumulées.

## Article 10 : Contrôle de l'utilisation de la subvention

Conformément à l'article L 1611-4 du Code Général des Collectivités Territoriales, « toute structure ayant reçu une subvention peut être soumise au contrôle des délégués de la collectivité qui l'a accordée ».

Le Département se réserve ainsi le droit de procéder à ses propres contrôles pour suivre et vérifier les dépenses effectuées au titre de l'action financée. Le cocontractant s'engage à se soumettre à tout contrôle sur pièces et sur place, effectué par toute autorité mandatée par le Conseil départemental de Mayotte ou par ses propres agents.

L'entreprise s'engage à faciliter l'accès à toutes les pièces justificatives des dépenses et à tout autre document dont la production serait jugée utile dans le

cadre de ce contrôle.

Envoyé en préfecture le 25/07/2024

Reçu en préfecture le 25/07/2024

Publié le



ID : 976-229850003-20240710-DL1007240130-DE

Le Conseil départemental se réserve le droit jusqu'au règlement final de la convention et dans un délai maximum de trois ans à compter de la date de clôture de la convention, de suivre et vérifier les dépenses effectuées au titre du programme aidé.

### **Article 11 : Modalités de restitution**

Le Conseil départemental pourra exiger la restitution totale ou partielle des sommes perçues en établissant un titre de recette à l'encontre du cocontractant si :

- la structure n'a pas transmis les documents indiqués à l'article 4 de la présente convention dans les six mois suivants la fin de l'action ;
- la structure empêche l'administration de procéder aux contrôles prévus ;
- l'opération n'est pas exécutée totalement dans les délais prévus ;
- l'action réalisée n'est pas conforme à l'objet de la présente convention et représente un détournement des fonds.

Le montant final du reliquat de la subvention à verser par le département à l'entreprise sera établi au prorata des dépenses justifiées.

### **Article 11 : Redressement, liquidation judiciaire**

En cas de redressement ou liquidation judiciaire du bénéficiaire, la présente convention peut être résiliée dans les conditions prévues par l'article L.6411-1 du code de commerce. Dans ce cas le bénéficiaire doit fournir le jugement rendu par le tribunal compétent.

Le bénéficiaire est dans l'obligation de remettre au service gestionnaire toutes les pièces justificatives relatives aux bilans d'exécution déjà transmis.

### **Article 12 : Durée de la convention**

La présente convention signée par les deux parties entre en vigueur à compter de sa notification au bénéficiaire et prendra fin quatre mois après le délai prévu par l'article 5.

### **Article 13 : Modification de la convention**

Toute modification de ladite convention fait l'objet d'un avenant après validation du conseil départemental sans qu'il ne puisse conclure à remettre en cause les objectifs généraux de l'article 1.

La demande de modification de la présente convention est réalisée par lettre recommandée avec accusé de réception précisant l'objet de la modification, sa motivation et toutes les conséquences qu'elle emporte. Dans un délai de deux mois suivant l'envoi de cette demande, l'autre partie doit donner suite par lettre recommandée avec accusé de réception.

Toute demande relative à la révision de la répartition budgétaire par poste d'investissement ou à la modification partielle de l'investissement devra faire l'objet d'un accord écrit du Conseil Départemental.

### **Article 14: Résiliation de la convention**



Le bénéficiaire peut renoncer à la subvention et mettre un terme à la présente convention par lettre recommandée avec accusé de réception adressée au service gestionnaire au moins deux mois avant la date d'effet envisagée. Dans ce cas, le bénéficiaire est tenu de respecter l'ensemble des obligations contractuelles pour les sommes déjà déclarées.

Le service gestionnaire peut décider de mettre un terme à la présente convention par lettre recommandée avec accusé de réception adressée au bénéficiaire, sans indemnité quelconque de sa part, dans les circonstances suivantes :

- Lorsqu'un changement juridique, financier, technique, d'organisation ou de contrôle du bénéficiaire est susceptible d'affecter les modalités de réalisation de l'opération de manière substantielle ou de remettre en cause la décision d'octroi de la subvention ;
- Lorsque la structure ne présente pas le bilan d'activité et financier et les factures acquittées certifiées. Le Conseil départemental se réserve le droit de réclamer tout ou partie de la subvention en établissant un titre de recette à l'encontre du bénéficiaire.
- Lorsque le bénéficiaire n'exécute pas l'une des obligations qui lui incombent, conformément aux dispositions prévues par la convention et ses annexes ;
- En cas de fraude avérée ;
- Lorsque le bénéficiaire refuse de se soumettre aux contrôles menés par le département de Mayotte.  
Le bénéficiaire dispose d'un délai de 30 jours ouvrés à compter de la date d'accusé de réception du courrier du service gestionnaire pour présenter à ce dernier ses observations par lettre recommandée avec accusé de réception. Il utilise, le cas échéant, ce délai pour répondre à ses obligations conventionnelles. A compter de la date d'accusé de réception de la lettre du bénéficiaire, le service gestionnaire dispose à son tour de 30 jours ouvrés pour statuer définitivement. Il notifie sa décision au bénéficiaire par lettre recommandée avec accusé de réception.

## Article 15 : Recours

En cas de litige, les parties au contrat s'engagent à résoudre à l'amiable les difficultés soulevées par la convention.

En cas de désaccords persistants, le tribunal administratif compétent pour trancher les litiges relatifs à l'interprétation et l'exécution de la présente convention.

Fait, en 2 exemplaires, à Mamoudzou le

Mayotte In Tech  
Représentée par son président,  
Monsieur  
Précédée de la mention « lu et approuvé »

Le Président du conseil Départemental

Ben Issa OUSSENI